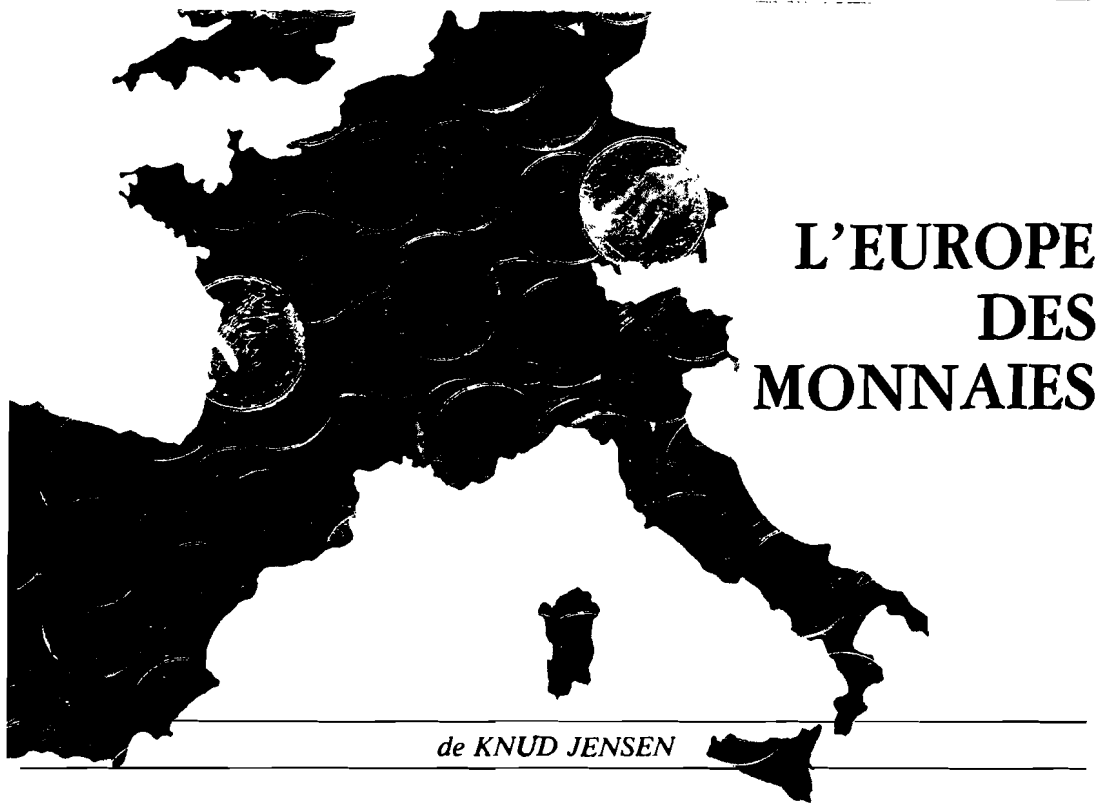


Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

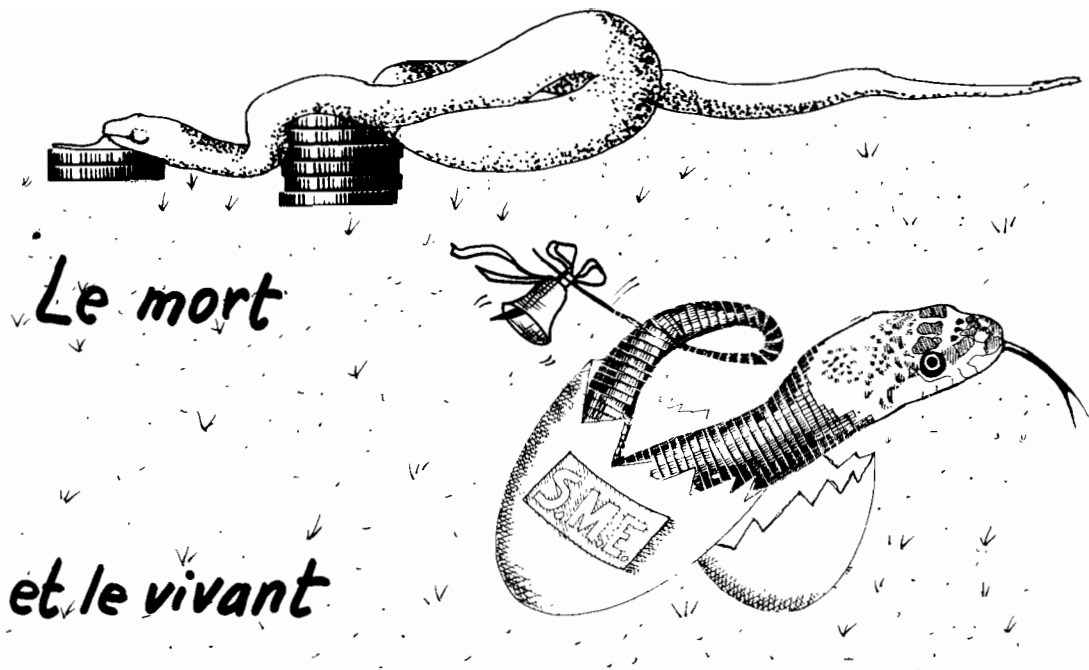


de KNUD JENSEN

Les promoteurs et les défenseurs de l'union européenne se rappellent avec nostalgie et amertume les espoirs qu'ils mettaient dans le fameux «serpent» monétaire, symbole de la stabilité monétaire au sein du Marché commun. L'expérience a échoué par la désertion successive de plusieurs pays membres, qui se virent incapables de respecter les règles du jeu. Plusieurs fois amputé, le pauvre «serpent» est devenu en réalité un symbole - à côté de combien d'autres? - de l'impuissance des gouvernements à dominer une situation économique qui leur échappe. Ils ont quand même compris combien il est souhaitable pour tous qu'apparaisse la zone de stabilité monétaire en Europe.

LE S.M.E. REMPLACERA-T-IL LE SERPENT?

Et alors on a mis au point un autre projet unificateur, analogue au «serpent» agonisant; il s'agit toujours d'assurer la stabilité de toutes les monnaies des Neuf en ne leur laissant qu'une marge très limitée de fluctuation indépendante. Mais il y a aussi du nouveau.



Le mort

et le vivant

L'équilibre du futur système monétaire européen - que ses parents ont baptisé, faisant preuve d'un manque total d'imagination, S.M.E., c'est-à-dire «système monétaire européen» - devra être maintenu grâce à des interventions des pays à monnaie *forte* et à monnaie *faible* sur le marché des changes. Dans le «serpent» ce n'est pas le cas; en effet, le pays dont la devise a un accès de faiblesse doit jeter une partie des réserves monétaires de sa Banque nationale pour tenter de se remettre au niveau de ses partenaires; autrement il doit quitter le «serpent». C'est justement ce qui est arrivé à la Grande-Bretagne, à l'Italie et par deux fois à la France.

Au contraire, dans le S.M.E. il s'agira de réduire les divergences qui pourront être constatées par rapport à une corbeille de devises. Les monnaies trop fortes sans cesse tirées vers le haut comme le *deutsch mark* devront donc intervenir dès qu'elles s'écartent par trop du niveau moyen des monnaies de la corbeille. Il en sera de même pour les devises trop chancelantes. On constituera à ce propos un fonds central d'intervention pour soutenir les monnaies plus faibles: on parle d'environ 40 milliards de dollars, dont la majeure partie sera fournie par la Bundesbank.

L'INFATIGABLE CHANCELIER AUX PRISES AVEC LES PREMIERES DIFFICULTES

Le 5 décembre les Neuf doivent se réunir au plus haut niveau pour examiner le schéma actuellement en chantier. Un mois avant cette date importante, le Chancelier Helmut Schmidt a entrepris ses visites en Italie et en France.

On se rappellera sans doute que, il y a trois ans, quand M. Roy Jenkins, le président actuel de la Commission européenne, avait proposé de libérer l'Europe de la sujétion envers le dollar et d'instituer une monnaie européenne commune, M. Schmidt se déclara nettement contraire à une telle initiative qu'il jugeait utopique. Mais cet été, lors du sommet de Brême, ce fut lui-même, d'accord avec le Président de la France, à relancer l'idée et à faire de fortes pressions sur leurs partenaires de la CEE à ce propos. Ses pourparlers avec M. Andreotti s'annonçaient très délicats, mais le Chancelier tenait absolument - et il avait raison - à voir l'Italie entrer dans le S.M.E. Il fallait, en effet, éviter à tout prix, que l'Italie ne s'unisse à la Grande-Bretagne et à l'Irlande pour constituer un bloc anti-S.M.E.

NON PLUS «DEUX VITESSES», MAIS «DEUX BANDES»!

Le danger fut évité; M. Andreotti se plia aux instances du Chancelier fédéral, non sans lui avoir arraché une concession importante. Le dernier grand obstacle reste la Grande-Bretagne, et il devient de plus en plus inquiétant. Mais nous en reparlerons.

La concession faite aux Italiens a été tout de suite discutée à Paris entre MM. Schmidt et Giscard d'Estaing. Le Président et le Chancelier se sont mis d'accord pour faciliter l'entrée de l'Italie dans le futur système monétaire européen. On fera donc des concessions spéciales à M. Andreotti. De source allemande on précise qu'il s'agirait de la proposition suivante: la marge de la fluctuation de la lire italienne serait de 4,5 pour cent, plus large donc que celle qui unirait les monnaies *fortes* (2,25 pour cent). Ce serait donc un compromis entre les 8 pour cent demandés par les Italiens lors de la récente rencontre Schmidt-Andreotti à Sienne (le premier novembre) et les 2,25 pour cent des autres pays.

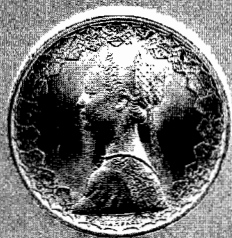
«L'Italie - déclara M. Andreotti à la conclusion de cette rencontre - a besoin d'un atterrissage doux dans le système. En demandant une approche graduelle nous ne demandons pas un privilège, puisque les autres pays n'ont aucun intérêt à avoir des associés pauvres». En tout cas, à terme, les deux «bandes de fluctuations différentes», comme les appellent les spécialistes, devraient se fondre en une seule. En effet, on ne veut pas créer une Europe monétaire «à deux vitesses», selon la formule bien connue et qui a suscité tant de commentaires défavorables de la part des pays économiquement plus faibles.

En revanche, une autre proposition à laquelle les Italiens tenaient beaucoup a été, semble-t-il, rejeté: l'Allemagne n'a pas cédé sur la question de la «parité bilatérale» (de monnaie à monnaie), et à l'idée d'accepter l'*écu* comme critère de référence dans la fluctuation de toutes les monnaies des Neuf.

Du côté français, on tenait à préciser que les indications données par les Allemands ne représentaient qu'un des types de solution à l'étude. Il reste à savoir si les Italiens sont intéressés aux suggestions élaborées à Paris. La balle est...

... DANS LE CAMP ITALIEN

Les premières réactions du monde économique, financier et politique italien en face des résultats des colloques Schmidt-Giscard d'Estaing ne sont pas du tout enthousiastes. En premier lieu, 4,5 pour cent comme marge de fluctuation de la lire est considéré insuffisant; en deuxième lieu, la concession d'une marge plus large n'est pas la vraie solution du problème. On exige des mesures concrètes pour déterminer un certain progrès sur la voie de la coordination économique européenne. Dans les milieux financiers, on



E.C.U.
Notre proposition
pour la nouvelle monnaie
européenne

croit à la possibilité de trouver une solution positive, mais on dit qu'il faut attendre la rencontre décisive Andreotti-Callaghan prévue pour le 22 novembre prochain, et surtout les rencontres communautaires multilatérales.

Pour le moment l'obstacle le plus sérieux - on ne cesse de le répéter dans les milieux de la CEE - se trouve...

... DE L'AUTRE COTE DE LA MANCHE

Le *Times* a publié le 4 novembre un document confidentiel préparé par le gouvernement de Londres pour éclairer ses discussions sur le système monétaire européen dont débatteront les Neuf au sommet du 4 décembre, sur l'initiative de MM. Schmidt et Giscard d'Estaing.

Ce rapport que le Chancelier de l'Echiquier avait refusé la veille de communiquer aux parlementaires, explique l'attitude pour l'instant hostile de Londres à ce système car, selon les experts anglais, l'application de changes fixes en Europe aggraverait le chômage au Royaume-Uni et y rendrait plus difficile la lutte contre l'inflation.

L'entrée de la Grande-Bretagne dans un système de taux de change fixes aboutirait, selon ce document confidentiel, à réduire la compétitivité de la Grande-Bretagne vis-à-vis du Japon et des Etats-Unis, à diminuer la production et donc le nombre des emplois et rendrait encore plus difficile la lutte contre l'inflation.

Toujours selon ce document, une éventuelle entrée de la Grande-Bretagne dans le S.M.E. en 1979 aurait pour effet de maintenir la livre à un taux artificiellement élevé, avec pour conséquence probable la nécessité de mesures monétaires et fiscales rigoureuses pour l'équilibre de la balance des paiements.

L'ITALIE ET LE ROYAUME-UNI DEVANT LEURS RESPONSABILITES

Devant les réserves prudentes et en quelque sorte explicables des Italiens et la méfiance très nette des Britanniques - qui se complaisent dans le rôle d'enfants terribles de la CEE - l'avenir du S.M.E. est encore trouble. Aussi ne pouvons-nous pas partager l'optimisme qui déborde de l'article de fond (intitulé d'une manière significative «Inéluctable») du *Figaro* daté du 3 novembre:

«Le dialogue du Chancelier et du Président de la République... signifie que rien ne pourra plus arrêter la mise en place d'un système monétaire européen dans les premiers jours du mois de janvier.

Certes, la technique n'est pas encore définitivement arrêtée. Les ministres des Finances et les chefs d'Etat de la Communauté auront encore à discuter du caractère plus ou moins contraignant des interventions communes et de la répartition des responsabilités entre pays à monnaie faible et à monnaie forte, en cas de divergences trop grandes de leur comportement. Mais ces difficultés seront forcément surmontées car l'accord est déjà... acquis sur l'intérêt du système envisagé du point de vue économique et politique.

Economiquement car, sans davantage de stabilité, il ne peut y avoir développement des investissements et du commerce international qui conditionnent l'emploi.

Politique aussi, car il y a un besoin de convergence et de coopération régionale pour que l'Europe tienne son rang de partenaire valable des géants économiques que sont le Japon et les Etats-Unis.»

En revanche, nous sommes parfaitement d'accord avec la conclusion pathétique de l'article, qui met la Grande-Bretagne et l'Italie devant leurs lourdes responsabilités européennes. Nous citons encore, pour conclure:

«Certaine de ne pouvoir plus bloquer cette évolution, l'Angleterre, comme l'Italie déjà, doit comprendre qu'un refus de participer serait interprété dans le monde comme un renoncement à la rigueur, mettant en danger sa monnaie, faisant d'elle à terme une nation de second rang. Des accommodements peuvent être trouvés.

Le compte à rebours d'une communauté renforcée a commencé hier. Il sera terminé d'ici à deux mois».

K.J.

L'ESPAGNE S'ELOIGNE ENCORE DE SON PASSE

Le 31 octobre l'Espagne a fait un autre pas important en avant, vers un régime démocratique:

Le Parlement a approuvé la nouvelle Constitution.

Ce fait historique, dont on ne saurait exagérer la portée, aura des conséquences presque immédiates du point de vue de l'élargissement de la CEE et, par suite, de l'unification européenne. Grâce à sa nouvelle Constitution démocratique, il y aura un obstacle de moins à son entrée dans la CEE.

La demande d'entrée a été officiellement formulée le 28 juillet 1977, tout de suite après que les premières élections démocratiques se soient déroulées. Depuis que les formes dictatoriales du régime ont été résorbées, la société espagnole vit une transition accélérée et tumultueuse. Ceci signifie en même temps l'aggravation de la situation économique.

La volonté d'adhérer à la CEE vise à consolider le choix de la démocratie politique. En effet, l'ancrage à l'Europe peut constituer un moyen d'éviter le retour à des régimes autoritaires.

Vu qu'il y a un étroit rapport entre l'adoption de la nouvelle Constitution et l'entrée dans la CEE, nous croyons utile d'informer nos lecteurs sur les principes sur lesquels est basée la loi fondamentale de l'Espagne actuelle.

LES 17 ASPECTS FONDAMENTAUX

1. Tous les pouvoirs de l'Etat émanent de la souveraineté populaire.
2. La monarchie parlementaire est la forme politique de l'Etat.
3. Le roi prêtera serment devant les *Cortes* en s'engageant à respecter les droits des citoyens et des communes autonomes.
4. La nation espagnole est la patrie commune et indivisible de tous les Espagnols.
5. On garantit le droit à l'autonomie aux nationalités et aux régions.
6. Les partis politiques sont l'instrument fondamental de la participation du peuple à la vie politique.
7. La création de syndicats est libre.
8. Le rôle des Forces armées est celui de garantir la souveraineté et l'indépendance de l'Espagne.
9. Les citoyens et les pouvoirs publics sont soumis à la Constitution.
10. La dignité de la personne et ses droits inviolables sont le fondement de l'ordre politique et de la paix sociale.
11. Les Espagnols sont égaux devant la loi, sans discrimination aucune.
12. La peine de mort est abolie.
13. Le domicile est inviolable et le secret

des communications est garanti.

14. On assure le droit de l'expression et de diffuser librement sa propre pensée.

15. La loi réglementera le droit à l'objection de conscience et le secret professionnel.

16. On reconnaît le droit aux réunions pacifiques et sans armes et celui de l'association.

17. Les peines privatives de libertés devront tendre vers la réadaptation sociale du citoyen. Les travaux forcés sont interdits.

LES PERSPECTIVES IMMEDIATES

Avant d'être approuvée définitivement et d'entrer en vigueur, la Constitution devra être soumise à un référendum populaire qui aura lieu probablement le 6 décembre prochain et auquel participeront tous les Espagnols âgés d'au moins 18 ans.

L'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne, à la Grèce et au Portugal renforcera considérablement l'Europe du Sud et affectera à terme les équilibres actuels. On sait que la division internationale du travail - pour employer l'expression marxiste bien connue - signifie actuellement une forte dépendance de l'Europe du Sud par rapport à l'Europe du Nord.

L'Espagne démocratique peut jouer un rôle important dans le rééquilibre des rapports Nord-Sud. Certes, l'Espagne n'est pas un pays du tiers monde, mais son niveau de développement est inférieur à celui de la plupart des Etats membres de la CEE. Voilà pourquoi on a dit que l'Espagne pourra jouer dans un proche avenir le rôle de charnière, de pont de passage entre Nord et Sud et améliorer le dialogue entre ces deux zones de notre continent. ■



SUAREZ EN AMERIQUE LATINE

M. Adolfo Suárez, chef du gouvernement espagnol, a visité, en septembre dernier, le Venezuela et Cuba poursuivant ainsi la politique de rapprochement entre les pays de langue espagnole, qui avait été commencée, il y a un an de cela, par le roi Juan Carlos lorsqu'il proposa la création d'une Communauté Ibéro-américaine des Nations.

On reconnaît, dans la photo, M. Carlos Andrés Pérez, président du Venezuela, saluant M. Suárez.

SI NOUS LISIONS...

de PAUL VAN OYE

...ELECTIONS EUROPEENNES

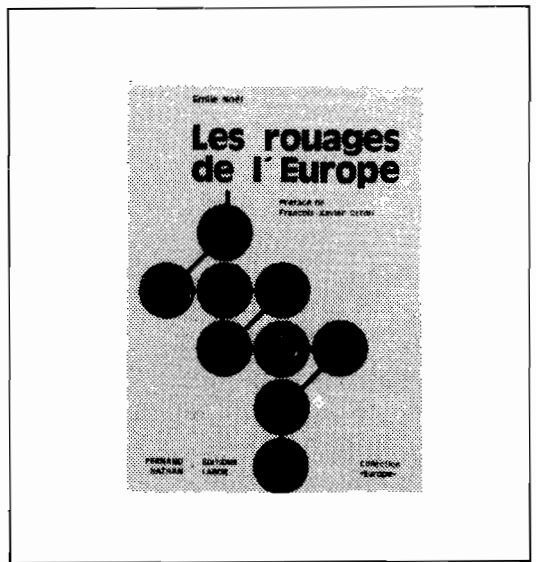
La future élection du Parlement Européen stimule les études sur l'Europe. Signalons d'abord la sortie d'un dossier destiné aux plus jeunes d'entre nous «L'Europe et vous» [1]. Ecrit en phrases simples et bien illustré, il permettra aux enfants de se faire une idée de ce qu'est l'Europe.

La Faculté de Droit et de Sciences Economiques de l'Université de Limoges vient d'éditer, aux Presses Universitaires de France, un ouvrage consacré au «Processus de décision dans la Communauté Européenne».

Son auteur, le Professeur Christophe Sasse, analyse les relations existant au sein des gouvernements des Neuf et du Conseil des Ministres de la Communauté et qui se répercutent sur la formation des décisions européennes.

La Communauté européenne «souffre d'une disproportion entre les espoirs mis en elle et le produit de ses décisions» et l'explication de ses échecs réside dans «l'instabilité qui prédomine dans les rapports réciproques de l'échelon communautaire et de l'échelon national». La solution? Il faudrait établir des liens entre les pôles concernés - Commission, Gouvernements, Conseil - de façon à promouvoir les décisions au niveau communautaire.

Enfin, tout en tenant compte du fait que «les méthodes pour accélérer la réali-



sation de compromis intergouvernementaux sont encore perfectibles», l'auteur avance un certain nombre de suggestions qui seraient de nature à renforcer et à accélérer la procédure communautaire de prise de décision.

Les Editions Labor - Fernand Nathan ont également voulu contribuer à l'étude des «Rouages de l'Europe». [2]

Emile Noël, auteur de ce livre, est secrétaire général de la Commission européenne depuis 1958.

C'est dire qu'il a acquis une parfaite connaissance des «Rouages de l'Europe» et qu'il nous les présente très clairement.

A l'aide de ces deux ouvrages, le fonctionnement de la Communauté, ses rouages internes, ses méthodes de travail, les rapports existant entre ses diverses instances ne devraient plus avoir de secrets.

...EUROPE ET ETATS-UNIS

Les rapports de l'Europe avec les Etats-Unis sont aussi à l'ordre du jour des publications. Nous en retiendrons deux: l'une d'Alfred Grosser - «Les Occidentaux» [3] - et l'autre de l'économiste Yves Laulan - «Visa pour un désastre». [4]

Alfred Grosser analyse successivement la période 1941-1949 «D'une alliance à une autre», les années cinquante «Harmonies et tumultes», les années soixante «Affrontements dans la prospérité» et enfin «dans la crise» ou les années 70.

Tout au long de cet ouvrage, les Etats-Unis sont présents, comme auteurs ou comme image.

L'auteur a voulu aller à contre-courant en nous présentant des éléments de réalité qui ne nous sont pas familiers, ce qui nous amène à remettre en cause notre vision des choses.

Yves Laulan, de son côté, nous rappelle qu'il y a trente ans déjà que l'Europe et les Etats-Unis sont face à face et leurs rapports composent une histoire de haine et d'amour.

Mais, beaucoup plus important à ses yeux, est le décès en 1954 de l'Europe, décès engendré par l'abandon d'une Communauté Européenne de Défense. Les Américains ont été, de ce fait, à même, en pesant sur le levier de la sécurité, de faire renoncer les Européens à toute tentative pour une autonomie véritable.

Néanmoins, un sursaut européen pourrait intervenir, sursaut qui amènerait, enfin, l'Europe à entrer dans l'âge adulte à condition qu'elle veuille affronter les problèmes de la sécurité.

...POLITIQUE-FICTION

Jacques Bergier, avec «La Grande conspiration russo-américaine», nous ramène dans le domaine de la politique-fiction. [5]

Son thème: «L'avenir immédiat - les dix prochaines années - risque d'être totalement différent de ce que l'on avait prévu. Car des négociations russo-américaines au plus haut niveau vont aboutir à une fusion de la Russie et des Etats-Unis, conduisant à la première unité politique de l'Histoire qui s'étendra au-delà de la Terre».

Méfions-nous de rire: Jacques Bergier avait expliqué et prévu la montée du terrorisme mondial, et en particulier les affaires

Schleyer et Aldo Moro.

Peut-être nous donne-t-il maintenant les moyens de comprendre ce que nous lisons dans les journaux!

...LE P.C., LES MULTINATIONALES...

Les Editions Sociales de leur côté viennent de sortir «Le P.C.F. comme il est» [6] et «Les multinationales et l'Impérialisme». [7]

Le premier ouvrage, «à lire avant le 23^e Congrès du PCF», nous permet d'approcher le PCF et de comprendre son fonctionnement, et surtout de savoir ce qu'il n'est pas!

Le second ouvrage pose la question de savoir s'il existe encore des Etats impérialistes et tente d'y répondre en dégagant d'abord l'essence du fait «multinationales» puis en confrontant ses diverses caractéristiques aux analyses de Lénine sur le capitalisme de monopole et l'impérialisme.

Cet ouvrage nous éclaire sur le sens et l'enjeu des luttes politiques qui se déroulent de nos jours à l'échelle mondiale et nous permet de comprendre la tactique des PC européens face aux élections du futur Parlement Européen.

Dans cette même optique, rappelons le «cahier libre» que les Editions Maspéro ont consacré à l'«eurocommunisme». [8]

Enfin, la Belgique est depuis longtemps spécialisée dans les bandes dessinées.

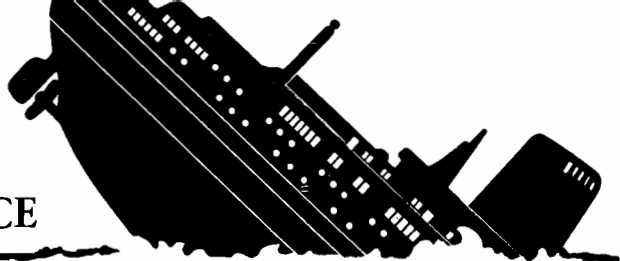
Les Editions du Lombard viennent de sortir différents livres dont une nouvelle histoire de Ric Hochet, le célèbre détective. [9]

L'histoire est, à nouveau, centrée sur les rapports qui existent entre Ric Hochet et son père. Cela réjouira les amateurs d'histoire à rebondissements.

P. van O.

1. *L'Europe et vous* - Actuel Quarto n° 29, Allée des Bouleaux 20, B6280 Gerpinnes (Belgique).
2. *«Les rouages de l'Europe»* - Emile Noël - Ed. Labor-Nathan - 137 pages.
3. *«Les Occidentaux»* - Alfred Grosser, Fayard, 438 pages.
4. *«Visa pour un désastre»* - Yves Laulan, Presses Universitaires de France, 191 pages.
5. *«La grande conspiration russo-américaine»* - Jacques Bergier, Albin Michel, 227 pages.
6. *«Le PCF comme il est»* - Paul Laurent, Ed. Sociales, 174 pages.
7. *«Les Multinationales et l'Impérialisme»*, Ed. Sociales, 252 pages.
8. *«L'Eurocommunisme»*-Fernando Claudin, Maspéro, 150 pages.
9. *«Ci-gît Ric Hochet»*, Ed. du Lombard, av. P-H Spaak 1 à 11 - 1070 Bruxelles (Belgique) - 46 pages.

DU COMMUNISME OU DE L'INCOHERENCE



Journal d'un naufrage

de R.C. HOOD

A lors que la barque de l'Eurocommunisme, emportée par une tempête d'incohérence, sombre dans l'océan des occasions perdues, nous désirons présenter à nos lecteurs une séquence de ce tragique naufrage.

JANVIER 1978.

Le marquis Enrico Berlinguer, secrétaire du P.C.I. déclare, dans la phase conclusive de la crise du gouvernement Andreotti, que son parti est pour l'union européenne et pour la poursuite de la participation de l'Italie à l'O.T.A.N. En somme, il proclame un net alignement occidental de son parti.

SEPTEMBRE 1978.

Festival de «L'Unità» (1) à Gênes. Le même camarade, le marquis Berlinguer, dans un discours contradictoire mais toutefois décourageant, avance des revendications idéologiques et politiques telles pour son parti, qu'il prouve clairement que même lui, en personne, n'est pas en mesure d'affronter sérieusement les problèmes d'une grande société occidentale et moderne et qu'il en est même tellement loin que sa prise du pouvoir en Italie conduirait cette dernière hors du contexte européen.

OCTOBRE 1978.

Le camarade-marquis Berlinguer est à la tête d'une délégation du P.C.I. à Moscou. Nous reportons, ci-après, le commentaire de cette visite que publie l'agence de presse de l'U.R.S.S., «Novosti», dans son bulletin n° 189 du 11 octobre 1978, et dont le titre est «Les liens entre le P.C.I. et le P.C.U.S. se renforcent».

12 OCTOBRE 1978.

Les «Izvestia», avec un article publié par le bulletin «Novosti», n° 190 du 12 octobre 1978, que nous reportons ci-après,

prouvent clairement que l'U.R.S.S. est contraire à la formation de l'Europe unie et, partant aux élections prochaines du premier Parlement européen.

7 NOVEMBRE 1978.

Après la manifestation européenne organisée par les socialistes à Lille, le P.C.F. s'est lancé dans une violente campagne anti-européenne.

«Nous combattons l'intégration européenne dans l'intérêt des travailleurs français», a déclaré un membre du Bureau politique du P.C.F.; d'autre part, le groupe parlementaire communiste français a protesté avec véhémence contre la campagne d'information menée par l'Assemblée Parlementaire Européenne et la Commission de la Communauté en faveur de l'Europe unie et pour l'élection des représentants français au Parlement européen et a prétendu que ce dernier constitue une ingérence étrangère dans les affaires intérieures françaises et c'est pourquoi il a présenté un projet de loi contre de telles «ingérences étrangères en France».

8 NOVEMBRE 1978.

Giancarlo Pajetta, un des chefs les plus importants du P.C.I. et superviseur de la politique internationale de son parti, a déclaré, en clôturant et pour résumer les travaux de la rencontre, à Rome, sur l'Europe et sur les prochaines élections européennes, organisée par le groupe parlementaire communiste, que le P.C.I. se tourne vers une Europe qui s'engage dans la voie, longue mais pas impossible, du dépassement des blocs et de la reconnaissance d'une réalité mondiale qui ne soit plus bipolaire.

L'Europe, a-t-il poursuivi, devra être «une communauté qui affirme par les faits n'être ni antisoviétique, ni anti-américaine,

et que tout en respectant ses engagements diplomatiques et militaires, elle puisse et doive être un élément utile et positif d'un nouvel-équilibre mondial».

M. Pajetta n'a pas passé sous silence les distinctions et, parfois même, les polémiques qui se sont manifestées entre les communistes italiens et ceux d'autres pays sur le rôle de l'Europe, l'élargissement de la Communauté et les fonctions du Parlement européen; en outre, il s'est explicitement référé aux larges critiques adressées au P. C. I. par le parti communiste soviétique et d'autres partis communistes au pouvoir.

Il a entendu témoigner, en soulignant cette «diversité» des communistes italiens, la sincérité avec laquelle ils croient en l'Eu-

rope.

Que le lecteur tire ses propres conclusions d'après cet historique et les documents qui suivent.

Nous estimons que le communisme occidental vit dans l'incohérence la plus complète; et que personne ne tente, dans cette situation, de nous convaincre de l'existence de l'eurocommunisme.

Etant donné l'état d'incohérence générale dans lequel vivent les partis communistes occidentaux, retranchés dans des situations de fond opposées, il n'est pas pensable qu'ils puissent être à l'origine d'une union qui poursuive une finalité commune, indépendante de Moscou.

R. C. H.

I. Organe central du Parti Communiste italien.

Les liens entre le Pci et le Pcus se renforcent

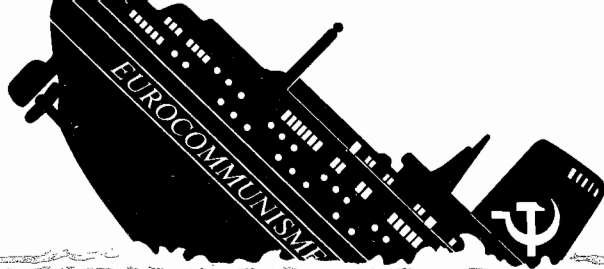
de IGOR SEDYKH
(NOVOSTI)

Les dirigeants du Parti communiste de l'Union soviétique et du Parti communiste italien ont souligné avec satisfaction le développement positif des liens entre les deux partis et exprimé l'intention de favoriser leur ultérieur affermissement. Les observateurs politiques à Moscou sont arrivés à cette conclusion en commentant les résultats de la visite effectuée en U.R.S.S. par le Secrétaire général du P.C.I., Enrico Berlinguer, sur l'invitation du Comité Central du P.C.U.S. et en évaluant les conséquences de ses rencontres avec les principaux notables du Parti communiste de l'U.R.S.S.

Un climat amical et cordial a marqué le colloque du Secrétaire général du Comité Central du P.C.U.S., Léonide Brejnev, avec M. Berlinguer, ainsi que la rencontre des

hôtes italiens avec MM. M.A. Souslov et B.N. Ponomariov, membres du Bureau politique du Comité Central du P.C.U.S. et avec M. V.V. Zagladin, membre du Comité Central du P.C.U.S. Ce climat a permis aux représentants des deux partis de procéder à un vaste échange d'opinions sur les problèmes cruciaux de la situation internationale actuelle.

Il convient de rappeler, à cet égard, qu'au cours de leur conversation, MM. L. Brejnev et E. Berlinguer ont souligné leur conviction que les intérêts de la paix générale et de la sécurité des peuples exigent une intensification de la lutte pour la consolidation et l'affermissement de la détente internationale, ainsi que son élargissement au monde entier. De ce point de vue, la coopération entre les communistes, P.C.



U.S. et P.C.I. y compris, peut incontestablement exercer une fonction significative.

Est digne d'attention le point du communiqué conjoint dans lequel il est affirmé que le mouvement ouvrier des pays de l'Europe occidentale — sur la base de la coopération entre communistes, socialistes, sociaux-démocrates et autres forces démocratiques, y compris les chrétiens — peut apporter sa propre contribution au renforcement des processus de détente et de coopération entre les États ayant un système social différent, ainsi qu'à la conduite de la lutte pour la démocratisation des relations internationales et au développement du progrès social.

Les dirigeants du P.C.U.S. et du P.C.I. ont parlé, au cours de leurs colloques, de l'activité de leur parti respectif. La délégation du P.C.I. a informé, de son côté, celle du P.C.U.S. de l'activité aventuriste de groupes criminels, avec l'aide desquels les forces réactionnaires tentent, en organisant des actes de terrorisme, d'entraver le développement des conquêtes démocratiques des travailleurs et du peuple italien. Les représentants des deux partis ont condamné cette activité terroriste, car elle s'oppose d'une façon décisive, aux intérêts du mouvement ouvrier et démocratique.

Il faut ajouter que la situation qui s'est créée en Italie ces jours derniers a attiré l'attention de bon nombre d'organes d'information de masse en U.R.S.S. Il a été publié dans la presse soviétique un article d'Enrico Berlinguer intitulé « Pourquoi nous attaquent-ils », tiré du quotidien « L'Unità ». De son côté, l'ex-correspondant de la « Pravda » à Rome, Nikolai Prozhoghin, a réservé, dans la revue hebdomadaire publiée par l'organe du P.C.U.S., un large espace à la situation italienne. Après avoir affirmé que l'on est en train de tenter de compromettre, en Italie, le P.C.I., l'Union soviétique et d'autres pays socialistes, ainsi que quelques mouvements de libéra-

tion nationale, en les mettant en relation avec l'activité des groupes terroristes, l'observateur de la « Pravda » souligne que les actions des assassins de Moro « ont fait le jeu de la droite à l'intérieur du pays et ont profité, en outre, aux milieux se situant hors de ses frontières et qui n'entendent pas se résigner à la croissance du prestige et de l'influence des communistes italiens sur la solution des affaires de l'État ».

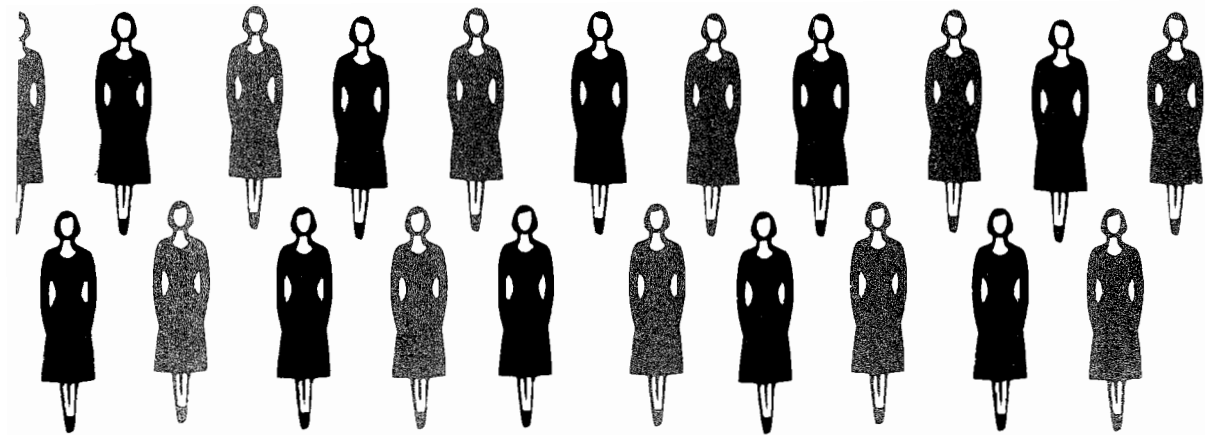
La « Pravda » a condamné résolument l'activité de ces forces qui, aveuglées par l'anticommunisme et décidées à faire prévaloir leurs intérêts mesquins de parti ou de caste, ne se soucient pas le moins du monde des besoins vitaux de l'Italie et font tout ce qui est en leur pouvoir pour affaiblir le rôle et l'influence du Parti communiste italien. Prozhoghin a durement critiqué, à ce propos, les interventions du Secrétaire politique du Parti socialiste italien, Bettino Craxi, qui visent à miner les bases idéologiques du P.C.I.

Les dirigeants du P.C.U.S. et du P.C.I. ont confirmé, dans le communiqué conjoint, le point de vue selon lequel quelques différences dans les positions des deux partis ne contredisent pas et ne doivent pas contrarier le renforcement et l'élargissement de la coopération et de la solidarité internationale des partis communistes et ouvriers de tous les pays et continents. Les deux partis, peut-on lire encore dans le communiqué conjoint, ont l'intention de continuer à s'inspirer des principes formulés par la Conférence des partis communistes et ouvriers européens qui s'est tenue à Berlin en juin 1976.

Ce type d'approche a permis aux représentants du P.C.U.S. et du P.C.I. d'évaluer positivement les rapports entre les deux partis et de déclarer leur propre aspiration à en favoriser, dans le futur également, le développement.

Igor Sedykh

Lire la suite p. 19: Les « Izvestia » sur les élections au Parlement européen



LA FEMME EUROPEENNE

de ROBERTO CESTELLI

dans une de nos enquêtes, commencée au cours de «l'Année de la Femme» et qui ne s'est conclue que récemment, nous entendions esquisser le type moyen de la femme européenne travailleuse et en préciser les caractéristiques, les goûts et les aspirations. L'enquête, effectuée sur des échantillons de différents pays, a démontré la nécessité de procéder à une distinction entre la femme travailleuse type de l'Europe de l'Est (Urss exclue) et celle de l'Ouest et d'extraire ensuite de ces deux groupes celles que nous pourrions appeler «les femmes de succès», c'est-à-dire les femmes qui se sont consacrées, avec un résultat positif, à des activités professionnelles et artistiques et qui ont atteint, dans le cadre d'un travail dépendant, des positions importantes de responsabilité.

Notre enquête a été effectuée en interrogeant des femmes âgées de 20 à 50 ans, exerçant une activité professionnelle quelconque, non ménagère, dans des centres urbains non inférieurs à des chefs-lieux de province.

Les femmes exerçant une activité typiquement agricole ont donc été exclues de notre enquête.

Pour déterminer le type moyen européen des «femmes de succès», la tranche d'âge a été déplacée entre les 30 et 60 ans, car cette période de la vie coïncide mieux à une éventuelle insertion dans les positions les plus élevées d'une carrière ou, tout au moins, à une affirmation dans le métier exercé.

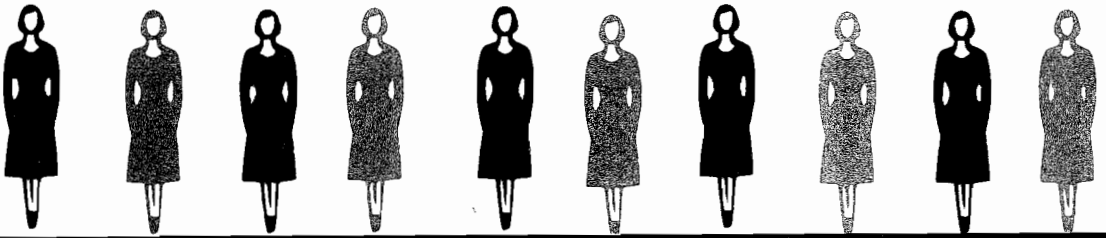
LES FEMMES EN EUROPE

Les femmes représentent, en Europe, à l'exception de l'Urss, 51,3% de la population humaine.

Leur vie moyenne atteint désormais 70 ans (contre les 67,2 pour les hommes).

Sur 100 femmes européennes, la moyenne est de 25% pour celles âgées de moins de 20 ans, de 58% pour la tranche de 20 à 50 ans et de 17% pour les femmes dépassant 50 ans.

Comme il fallait le prévoir, étant donné l'extraction territoriale de l'échantillon choisi, l'analphabétisme est pratiquement inexistant; mais, pour des raisons évidentes, cette donnée ne peut pas avoir force de loi.



LA FEMME TRAVAILLEUSE EN EUROPE OCCIDENTALE

En Europe occidentale, 45% des femmes, âgées de 20 à 50 ans et résidant dans l'échantillon territorial urbain que nous avons choisi, se consacre à une activité professionnelle rétribuée, tandis que 7% déclare être dans l'attente d'un travail ou, tout au moins, actuellement en chômage, 4% n'a pas complété ses études ou suit des cours de perfectionnement professionnel, tandis que le reste, 44%, déclare consacrer son activité à la famille et à l'éducation de ses enfants.

La femme travailleuse type de l'Europe occidentale a 27 ans et possède, dans une proportion de 38%, une conscience politique, mais n'est politisée que d'une façon très réduite. Moins de 2% des composants exerce une vie politique ou syndicale active ou, tout au moins, devient plus active lors des périodes électorales.

23% des femmes travailleuses type possède son permis de conduire, mais 9% seulement a sa propre voiture; 72% en a une dans sa famille.

68% des femmes sont mariées et 42% ont un enfant ou plus; 4% a fait des études supérieures, 12% a terminé ses études secondaires ou a obtenu une qualification professionnelle.

Son gain annuel moyen est de 28 000 francs français pour une occupation à temps plein.

Si elle n'est pas mariée, sa principale aspiration, ou tout au moins, la plus courante, est de pouvoir disposer de son propre logement pour s'éloigner de sa famille d'origine, avoir son indépendance et pouvoir créer son propre foyer.

Quatre travailleuses type sur cinq estiment encore que le mariage est indispensable ou tout au moins utile pour la bonne réussite d'une union; elles démontrent ainsi être plus conservatrices que leurs jeunes soeurs qui, entre 16 et 20 ans, n'estiment le mariage nécessaire que dans une proportion de deux sur cinq.

68% des travailleuses urbaines type sont favorables au divorce, 21% déclarent ne pas vouloir d'enfants et 73% n'en veulent qu'un ou deux au maximum.

Le pourcentage des femmes divorcées ou séparées n'atteint que 1%, mais il s'élève à 3,5% pour les travailleuses âgées de 35 ans.

En Europe occidentale, une femme sur 400 est mère célibataire; mais ce pourcentage peut arriver à plus de 1% chez la femme travailleuse âgée de 27 ans et habitant dans un centre urbain. Cette différence est due au fait que les mères célibataires ont tendance à émigrer vers les villes où elles trouvent de meilleures conditions pour faire face à leur double rôle de mère et de travailleuse. En outre, il règne, dans les villes, un climat moins imprégné de préjugés.

Parmi les travailleuses européennes de l'Ouest plus jeunes, on note une faible envie de se marier. Le mariage leur apparaît comme une limitation de la liberté et il y a, de toute façon, une tendance à élever à 25 ans l'âge jugé convenable pour qu'une femme se

marie.

En réalité, l'âge moyen des épouses est actuellement plus bas et il existe des unions entre jeunes gens n'ayant pas encore vingt ans, en particulier chez les étudiants.

LES «FEMMES DE SUCCÈS» EN EUROPE OCCIDENTALE

L'enquête sur les «femmes de succès» a été effectuée sur des échantillons de femmes exerçant une profession libérale, une activité artistique (écrivain, peintre, actrice, créatrice de mode, etc.) et qui conduisent ou participent, d'une façon permanente, à la vie politique du pays.

Il ressort de notre enquête qu'en Europe occidentale les femmes qui exercent une profession libérale représentent en moyenne moins de 10% du total des personnes se consacrant à ce genre d'activité.

La pointe maximale de la participation féminine dans une profession libérale se trouve dans l'architecture (10,2%) et la minimale dans la médecine (2%).

Dans l'activité artistique, la femme se défend bien dans quelques spécialités et, en particulier, en ordre décroissant, comme chanteuse, actrice, écrivain, journaliste et créatrice de mode.

La peinture semble être un domaine peu adapté aux femmes et la sculpture et la musique paraissent encore plus dominées par les hommes.

Dans la haute direction d'entreprise, la prédominance masculine est nette. La présence féminine peut être considérée encore comme n'étant qu'une simple infiltration. Le secteur bancaire, cependant, n'admet même pas cette présence limitée et il semble que même son seuil soit tabou pour la femme.

Dans la bureaucratie publique et privée, la femme ne rejoint que des niveaux de dirigeants moyens et nous n'avons pas encore de femme préfet ou directeur général.

En politique, la participation féminine à la représentation parlementaire est très faible et nettement inférieure à 10%, même si elle commence à se dessiner une tendance des partis européens occidentaux à valoriser les femmes parlementaires en les appelant à recouvrir des charges gouvernementales pouvant être même importantes.

Mais ces mêmes représentations politiques semblent oublier, dans l'attribution des postes sous-gouvernementaux, l'existence de la femme et ne la jugent pas capable de conduire une entreprise publique ou un organisme d'Etat.

Mais aucune d'entre elles n'a encore avancé de revendications contre cet «envahissement masculin».

La femme de succès type de l'Europe occidentale a 45 ans, elle est indépendante et très efficace; elle conserve bien sa ligne et s'habille élégamment. Physiquement, cependant, elle n'est guère attirante.

Elle conduit bien sa voiture et en possède généralement une personnelle.

Elle apporte son efficacité chez elle également, même si elle n'est pas véritablement une bonne maîtresse de maison.

Elle est diplômée et connaît bien deux langues étrangères, outre la sienne propre; elle est habituée à voyager, même à l'étranger.

Son gain moyen annuel n'est pas inférieur à 120 000 francs français; mais il peut être très nettement supérieur si son activité s'exerce dans une des professions énumérées ci-dessous, dans un ordre croissant d'intérêt économique:

- Décoratrice
- Architecte
- Journaliste
- Avocat
- Ecrivain
- Notaire
- Médecin
- Entrepreneur ou commerçant
- Actrice de succès
- Chanteuse de succès.

En Europe occidentale, la plupart des femmes de succès proviennent de la classe

sociale moyenne, peu de la classe ouvrière et encore moins de famille de classe supérieure.

Généralement, les familles d'origine sont caractérisées par une ouverture et une habitude culturelles considérables.

La femme de succès est souvent célibataire, séparée ou divorcée, ce qui tend à prouver que le succès dans le travail ne coïncide pas toujours avec celui du sentiment. Font exception les femmes dédiées à quelques professions libérales (architectes, médecins) qui exercent la même activité que celle du mari. On remarque dans ce cas, en effet, de nombreux mariages avec même, souvent, plus d'un enfant.

Les femmes de succès s'insèrent dans le travail avec des heurts vis-à-vis de leurs concurrents masculins et conservent leurs positions avec un rendement souvent supérieur à celui des hommes de grade identique.

Malgré les luttes qu'elles ont dû affronter, elles ne sont cependant pas des féministes et il ne semble pas qu'elles soient disposées à jouer le rôle d'avant-garde dans les troupes des progressistes. «Que chacune se batte pour soi», semble être leur mot d'ordre; et, dans une large mesure, elles sont plus compréhensives et disposées à traiter avec les hommes qu'avec les autres femmes.

LA FEMME TRAVAILLEUSE EN EUROPE ORIENTALE

En Europe orientale (Urss exclue), si l'on considère les femmes âgées de 20 à 50 ans et résidant dans les villes chefs-lieux de province (ou des subdivisions équivalentes), 75% est consacré à une activité professionnelle à temps plein, 5% complète ses études supérieures, 8% déclare être dans l'attente d'une place et 20% est représenté par des femmes dont la situation économique familiale permet de se consacrer à la maison et aux enfants. Cette dernière catégorie est généralement constituée de femmes ayant dépassé 30 ans ou, si elles sont plus jeunes, de filles ou de femmes de bureaucrates haut placés ou de personnages influents du parti.

Dans la société socialiste, personne ne déclare être au chômage et ceux qui le sont camouflent leur situation en prétendant être dans l'attente d'un poste de travail jugé adapté ou acceptable pour sa situation géographique, compte tenu du lieu d'habitation de la famille.

Dans cette région de l'Europe, la femme travailleuse type a 32 ans. Elle ne possède pas de conscience politique ou, tout au moins, ne la déclare pas; de même, elle n'est pas politisée, ce qui peut s'expliquer en partie par le fait qu'elle vit dans un pays à régime monopartitique. De toute façon, aucune interviewée n'a voulu répondre à des demandes qualifiantes de ce genre.

Il ne ressort pas, non plus, qu'elle sente effectivement le problème de l'émancipation féminine.

Ce n'est que dans la tranche des interviewées âgées de 18 à 20 ans que l'on trouve quelques traces de contestation à l'égard de l'autre sexe.

Les femmes travailleuses de l'Europe orientale sont mariées dans 85% des cas à l'âge de 32 ans; 12% en est à son second mariage; 15% est célibataire, séparée, divorcée ou veuve; 75% a un enfant ou plus.

3% seulement des femmes travailleuses possède un permis de conduire, mais moins de 1% est propriétaire d'un véhicule automobile. A peine 3% la possède comme famille.

5% a terminé des études supérieures et 9% a une qualification professionnelle, mais près de la moitié des diplômées exerce un travail ne répondant pas au titre d'étude obtenu et souvent, également, un travail manuel.

Le gain moyen annuel de la femme travailleuse type de 32 ans est estimé actuellement - et d'une façon certainement excessivement large - à 10 000 francs français, pour une occupation à temps plein et en pouvoir d'achat local naturellement.

Il n'est pas possible, en effet, d'établir un rapport des changes des monnaies de l'Europe orientale en francs français, car il existe un marché noir prêt à acheter une devise occidentale deux à trois fois plus de ce que l'on appelle le «change touristique facilité».

Nous avons donc dû procéder à une estimation en francs français de ce gain pour permettre un rapport avec les conditions de la femme travailleuse type de l'Europe

occidentale et nous nous sommes basés, pour procéder à cette estime sur quelques éléments du coût de la vie que nous reportons dans le tableau suivant.

La femme travailleuse peut

Quelques postes du coût de la vie	en Europe orientale	en Europe occidentale
a) Loyer d'un appartement	en louer un de deux pièces du type ultra populaire avec 30 à 35% de son gain	en louer un de trois pièces du type populaire avec 20% de son gain ou du type non populaire (moyen) avec 30% de son gain.
b) Viande bovine de deuxième choix	en acheter 75 kg avec le gain d'un mois	en acheter 90 kg avec le gain d'un mois
c) Viande bovine de premier choix	en acheter 50 kg avec le gain d'un mois	en acheter 60 kg avec le gain d'un mois
d) Repas complet dans un restaurant de 2° catégorie	payer 45 repas avec le gain d'un mois	payer 80 repas avec le gain d'un mois
e) Costume d'hiver pour homme	Confection type standard (confection d'Etat) coûtant 100% du gain mensuel	Confection de bonne qualité coûtant 30% du gain mensuel
f) Chaussures d'homme du type moyen	peut en acheter 4 paires avec le gain d'un mois	peut en acheter 12 paires avec le gain d'un mois
g) Affranchissement d'une lettre de 20g expédiée en recommandé à l'étranger	peut en expédier 140 avec le gain d'un mois	peut en expédier 700 avec le gain d'un mois

La principale aspiration de la femme travailleuse type de l'Europe orientale est l'achat d'un appartement, seul type de propriété autorisé par la société socialiste.

Les logements sont tous construits par l'Etat. L'appartement standard, d'une superficie de 60 mètres carrés environ, se compose de deux pièces et des services; la construction et la finition seraient jugées, en Occident, extrêmement populaires.

Son coût à l'achat correspond à douze ans de gain de la personne que nous avons pris en considération; elle peut jouir, cependant, d'un prêt à long terme et à un intérêt modeste pour 70% de son coût.

Cette situation amène donc notre sujet à accélérer son mariage qui a généralement lieu aux environs de 22 ans en moyenne, afin d'avoir un partenaire avec lequel affronter le problème financier de cet achat qui ne pourra cependant avoir lieu qu'après 8 à 10 ans de mariage, le couple devant tout d'abord mettre de côté le tiers du prix d'achat nécessaire pour le versement comptant.

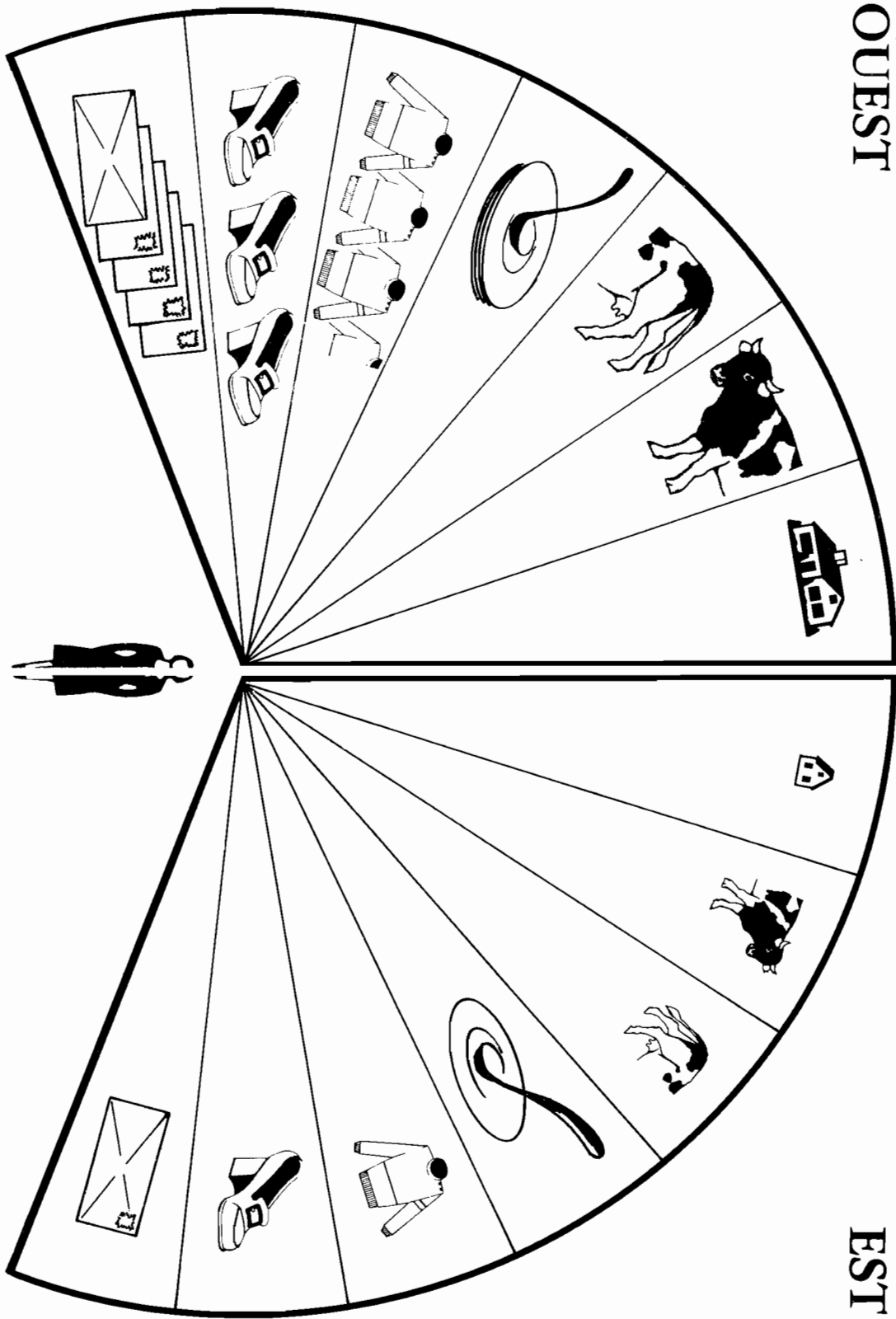
En outre, l'Etat ne met ces appartements en vente qu'à des noyaux familiaux et le prix a subi de fortes augmentations pour freiner l'excès des demandes.

Pour la location, le loueur est l'Etat, même s'il existe dans ce secteur, et dans d'autres, un marché noir qui réussit toujours à survivre mystérieusement dans les pays de l'Est.

LA FEMME DE SUCCÈS EN EUROPE ORIENTALE

Dans une société apparemment nivelée comme celle qui existe encore dans les pays socialistes, les possibilités offertes à l'individu pour émerger sont considérablement limi-

QUEST



EST

tées ou tout au moins restreintes dans le domaine de la bureaucratie (où les grades élevés sont l'apanage d'activistes politiques) et, dans une mesure bien moindre, à celui de la science aussi bien pure qu'appliquée.

Il manque totalement les possibilités offertes par les professions libérales au sens occidental.

La société socialiste met sur le même plan les hommes et les femmes, mais uniquement sur les niveaux d'exécution les plus bas.

Aux niveaux des dirigeants, elle devient impudemment masculiniste et même exclusiviste aux niveaux les plus élevés et dans la presque totalité des secteurs.

Il est donc extrêmement difficile de tracer le profil de la femme de succès de l'Est européen.

Dans plusieurs cas de femmes parvenues à des positions bureaucratiques élevées, il s'est agi de femmes ou de filles de hauts dirigeants du parti; comme il ne nous a pas été possible d'en évaluer les mérites, il nous a paru opportun d'exclure de notre enquête toute cette catégorie.

Par contre, plus intéressante et significative nous est apparue la catégorie des femmes de science, des chercheurs et des médecins, dont quelques-unes sont d'une valeur indéniable et qui peuvent incontestablement être considérées comme des femmes de succès même si, hors de l'ambiance des personnages politiques, le succès a généralement une reconnaissance extérieure limitée.

On peut estimer, également, comme étant des femmes de succès quelques actrices, artistes de la télévision et danseuses étoiles. Les femmes écrivains sont très limitées et les journalistes de renom encore plus. Pour conclure, l'intelligentsia socialiste est nettement masculiniste.

Et pourtant, désireux de définir la question, nous avons centré notre étude sur la catégorie des femmes scientifiques, chercheurs et médecins; la femme type de succès qui en est ressortie a les caractéristiques suivantes:

- âge moyen non inférieur à 47 ans; elle est diplômée et sa culture est excellente; elle connaît deux langues plus la sienne propre;

- elle s'est rendue parfois à l'étranger et garde un souvenir excellent et de l'admiration pour la société occidentale;

- elle n'est pas politisée, mais parle très librement, sans préjugés et guère de crainte;

- elle provient généralement d'une famille ayant appartenu à la classe bourgeoise; elle est fille d'intellectuels;

- elle est mariée (parfois veuve) et a deux enfants;

- son mari est un intellectuel, parfois un collègue;

- elle conserve toute sa féminité, mais n'est pas féministe et, contrairement à sa collègue occidentale, elle a de la patience et de la compréhension avec les représentants de son sexe;

- c'est une excellente travailleuse; l'aspect est un peu fatigué, mais agréable. Elle s'habille correctement, mais n'est pas élégante, même si elle déclare faire quelques achats de vêtements dans les pays occidentaux à l'occasion de ses déplacements à l'étranger;

- son gain est de trois à cinq fois supérieur à celui de la femme travailleuse type; on peut donc l'estimer à environ 40 000 francs français par an;

Dans 20% des cas, elle sait conduire une voiture et en possède une en famille.

Sa famille possède également un appartement de trois ou quatre pièces et il semble qu'elle jouisse - d'une façon qu'il n'a pas été possible de vérifier - ou possède également une petite maison de campagne ou dans un lieu de villégiature.

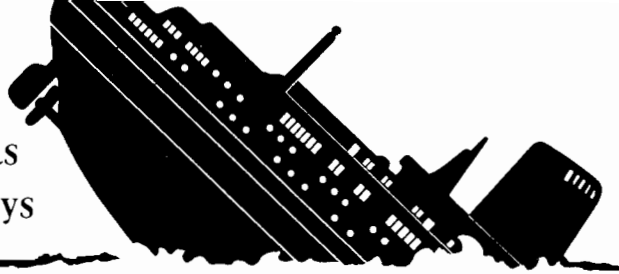
Elle oriente ses enfants vers la même carrière en utilisant son nom et ses amitiés pour leur faciliter la voie.

Normalement, elle y parvient et c'est le seul point noir, humainement compréhensible, qui offusque, même si c'est si peu, sa personnalité remarquable.

Elle s'estime heureuse, tout au moins «dans les limites permises dans ce pays», comme l'a déclaré l'une des personnes interviewées.

R.C.

La C.E.E. n'avantage pas les intérêts des petits pays



LES «IZVESTIES» SUR LES ELECTIONS AU PARLEMENT EUROPEEN (suite de la p.11)

Les préparatifs pour les élections du soi-disant «Parlement européen», fixées pour le mois de juin 1979, se déroulent à plein rythme dans les pays du «Marché Commun». Cette date est désormais considérée comme étant définitive. A l'échelle de la C.E.E., la création de partis politiques «supranationaux» est désormais en cours; on met au point le calendrier de la campagne électorale. On est en train de construire, au Luxembourg, l'édifice qui comportera une salle pour 600 sièges, salle où se tiendront les séances du «Parlement européen».

Que représentera cet organisme, à qui servira-t-il et pourquoi ses promoteurs montrent-ils une telle hâte à le créer? Actuellement, fonctionne, dans le cadre de la C.E.E., ce que l'on appelle «l'Assemblée de Strasbourg», une sorte de prototype du futur Parlement. Les membres de cette Assemblée - au nombre de 198 - sont désignés par les pays de la Communauté, proportionnellement à leur population. Ses décisions n'ont qu'un caractère consultatif.

Maintenant, par contre, il a été décidé d'accomplir un nouveau pas dans le processus d'intégration politique des «Neuf», sans attendre la constitution définitive de l'union monétaire et douanière. N'étant pas en mesure de surmonter les contradictions âpres dans la sphère de l'économie et du commerce, les cercles prédominants du «Marché commun» tentent de brider les organes nationaux de pouvoir, de les priver d'une partie de leur souveraineté, de créer une superstructure dans laquelle la parole décisive reviendra aux représentants des pays les plus grands. A ce propos, la distri-

bution des places projetée au «Parlement européen» est symptomatique: la République fédérale d'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie devront élire 81 députés chacune, les Pays-Bas 25, la Belgique 24, le Danemark 16, l'Irlande 15 et le Luxembourg 6.

Toutefois, l'alarme et l'inquiétude se dessinent nettement derrière les préparatifs fébriles et les opérations procédurales. Il existe, au sein des pays participants de la C.E.E., une forte opposition de la part des secteurs de l'opinion publique qui sont contraires à la diminution des droits et de la souveraineté des Parlements nationaux. Les Danois manifestent une attitude négative à l'égard des plans des «fédéralistes». Un certain mécontentement est également exprimé aux Pays-Bas, en Belgique et en Irlande où nombreux sont ceux qui estiment que les plans de la «création» du «Parlement européen» sont en contraste avec leur Constitution, menacent les intérêts des petits pays et conduisent vers une ingérence dans leurs affaires intérieures.

En créant le «Parlement européen», les partisans de la «petite Europe» espèrent pouvoir aplanir les sérieuses contradictions économiques qui règnent parmi les membres de la Communauté et qui se sont accentuées d'une façon singulière pendant la période de la crise de ces dernières années. En outre, il s'ajoute à ces plans l'espoir de voir se consolider les positions mondiales des monopoles des neuf pays et d'intensifier la lutte contre le mouvement démocratique des travailleurs.

B. Vinogradov
(«Izvestia»)

MOSCOU - 9 Octobre 1944

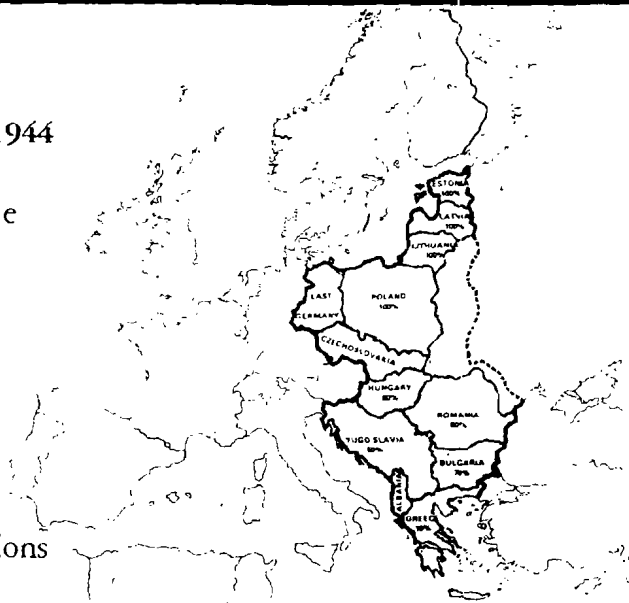
Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est

YALTA - 1945

Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations
reconnaît le statu quo
créé à Yalta



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>K. Jensen:</i> L'Europe des monnaies	1
L'Espagne s'éloigne encore de son passé	5
<i>P. van Oye:</i> Lettres de Belgique	7
DU COMMUNISME OU DE L'INCOHERENCE	
<i>R.C. Hood:</i> Journal d'un naufrage	9
<i>I. Sedykl:</i> Les liens entre le Pci et le Pcus se renforcent	10
<i>B. Vinogradov:</i> La CEE n'avantage pas les intérêts des petits pays	19
B.E. ENQUETES	
<i>R. Cestelli:</i> La femme européenne	11

Bulletin européen

Direttore responsabile: Sabino d'Acunto
Direzione e Redazione: Foro Traiano n.1/A Roma - tel.(06)679.77.85
Reg. Trib. Roma n.16966 del 15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951)

Rivista mensile - Sped. Abb.postale gruppo terzo (70%)
Centro Stampa Butangas - Milano via Larga, 11